



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Des Balkans occidentaux

Une publication du SER de Belgrade
Edition du 18 octobre 2024

Le chiffre

LE CHIFFRE A RETENIR

-2,9% du PIB

Le déficit public serbe présenté en loi de finance rectificative (contre -2,2% dans le budget initial)

Région

ALECE : nouveau plan d'action pour le Marché régional commun pour 2025-2028

Lors du Sommet du Processus de Berlin du 14 octobre 2024, les membres de l'ALECE (l'Accord de libre-échange centre-européen) ont adopté [un nouveau Plan d'action pour le Marché régional commun](#) pour 2025-2028, succédant au premier Plan d'action qui avait couvert la période 2020-2024, afin de promouvoir l'intégration, la coopération et le développement socio-économique au niveau régional.

Les [représentants des pays de l’ALECE s’étaient réunis le 9 octobre 2024 en Serbie](#), alors que Belgrade en assure la présidence tournante, pour une réunion spéciale du comité conjoint, adoptant douze mesures principalement destinées à fluidifier le commerce entre les pays membres, à avancer vers la création d’un marché régional commun ainsi qu’à réformer les procédures internes de l’ALECE. Parmi les nouvelles mesures d’intégration régionale, on relève la reconnaissance mutuelle des organismes économique agréés leur permettant de bénéficier des exemptions douanières nationales sur l’ensemble du périmètre de l’ALECE. Le comité conjoint a également décidé la mise en œuvre d’un organisme de règlement des différends commerciaux entre les pays membres. La veille de cette réunion, le Kosovo avait levé au point de passage de Merdare les restrictions à l’importation de produits serbes mises en place à l’été 2023. Après avoir été représenté par la MINUK depuis 2007, le Kosovo est désormais autorisé à se représenter directement, un changement demandé depuis trois ans, mais avec l’astérisque maintenue.

Albanie

Adhésion UE : ouverture des négociations pour le premier groupe de chapitres

Le mardi 15 octobre 2024 à Luxembourg, l’Albanie, officiellement candidate à l’intégration dans l’UE depuis 2014, a [ouvert le premier groupe de chapitres des négociations d’adhésion à l’UE](#). Le groupe de chapitres 1 rassemble les « fondamentaux » de l’acquis communautaire : « Appareil judiciaire et droits fondamentaux » (chapitre 23), « Justice, liberté et sécurité » (chapitre 24), « Contrôle financier » (chapitre 32), « Marchés publics » (chapitre 5), « Statistiques » (chapitres 18).

Le taux de change moyen en septembre 2024 était d’1 EUR pour 99,35 ALL

L’appréciation du lek albanais vis-à-vis de l’euro, régulière depuis 2015, a connu une accélération sensible à partir de 2022 (+ 3% en moyenne) et en 2023 (+8,6%). Pour la première fois de son histoire, le taux de change mensuel moyen est passé sous la barre des 100 ALL

pour 1 EUR en septembre 2024, s'établissant à 99,35 ALL pour 1 EUR, soit une appréciation de 19% depuis septembre 2021.

Ouverture du bureau de la BEI en Albanie

La [Banque européenne d'investissement](#) (BEI) a annoncé l'ouverture d'un bureau de représentation en Albanie. Présente dans le pays depuis 1995, la Banque a financé 27 projets d'un montant total d'environ 740 MEUR, en particulier dans le domaine des infrastructures routières et ferroviaires, de la gestion de l'eau et du développement urbain.

Bosnie-Herzégovine

Croissance du PIB réel de +2,2% au T2 2024

[Selon le bulletin de l'institut des statistiques](#) du 30 septembre, le PIB a progressé de +2,2 % au T2 2024 en g.a., soit un ralentissement par rapport au T1 (+2,5 % du PIB), tiré par la croissance de la consommation domestique (+1,8 % en g.a.), les dépenses de l'Etat (+1,9 %), la formation brute de capital fixe (+9,6 % en g.a.). Les prévisions de la Banque mondiale s'établissent à +2,6 % et celles du FMI à +2,5 % du PIB pour 2024.

Flux d'IDE en hausse de 24% en 2023 en g.a.

D'après la [Banque centrale de Bosnie-Herzégovine](#), les flux d'IDE entrants dans la fédération se sont établis à 1,89 Mds BAM (soit environ 967 M EUR) en 2023, en hausse de 24% en g.a (1,52 Mds BAM en 2022), abondant un stock estimé à 19,42 Mds BAM au 31 décembre 2023 (9,9 Mds EUR). La Russie était le premier investisseur en termes de flux (environ 192 M EUR, 39% du total), suivie par la Serbie (181 M EUR, 37%) et les Pays-Bas (122 M EUR, 25%). En termes de stock, la Croatie demeure en tête (1,4 Mds EUR, 14,4% du stock total), suivie de près par la Serbie (1,3 Mds EUR, 13,8%) et l'Autriche (1,2 Mds EUR, 13,7%) et la Russie se positionne à la 9^e place avec 4%

des stocks. En 2023, les flux d'IDE sont concentrés dans les industries du coke et des produits pétroliers raffinés (190 M EUR), les services financiers (157 M EUR) et les télécommunications (147 M EUR).

Kosovo

Revalorisation des retraites de 20% en octobre 2024

Le Premier ministre Albin Kurti et le ministre des Finances, du Travail et des Transferts, M. Hakuran Murati ont [annoncé](#) une revalorisation des retraites de 20 %, effective dès octobre 2024, qui bénéficiera à environ 300 000 pensionnaires. Le niveau de retraite minimal augmente de 100 EUR à 120 EUR par mois (l'échelon maximal de 265 EUR à 318 EUR par mois).

Le salaire moyen estimé à 570 EUR en 2023

D'après [l'institut national des statistiques de Kosovo](#), le salaire brut mensuel moyen était de 570 EUR en 2023, une augmentation de 9,4% par rapport à 2022 (521 EUR). En termes nets, le salaire moyen a été estimé à 506 EUR en 2023 (contre 446 EUR en 2022). Cette moyenne nationale est portée par les salaires du secteur public, notamment des employés des entreprises publiques (salaire brut moyen de 789 EUR par mois), tandis que le salaire moyen dans le secteur privé ne dépasse pas 515 EUR par mois.

Macédoine du Nord

Signature d'un prêt de 500 MEUR accordé par la Hongrie à la Macédoine du Nord

La ministre des Finances, Mme Gordana Dimitrieska-Kocoska, a signé en septembre 2024, [un prêt](#) d'une enveloppe totale de 500 M EUR, accordé par la Banque Hongroise d'Import-Export (détenue par l'Etat) le 8 octobre 2024. Les fonds financeront à parts égales les

investissements des municipalités et des entreprises du secteur privé. Contracté à un taux d'intérêt de 3,25 %, le prêt s'étalera sur 12 ans et comprend une période de grâce de 3 ans. Ce prêt avait fait l'objet d'un premier accord entre le Premier ministre macédonien, M. Hristijan Mickoski et le Président hongrois Viktor Orbán, en marge du Sommet de l'Otan de juillet 2024.

Signature d'un Mémorandum de coopération dans le secteur gazier entre la Macédoine du Nord et la Serbie

En déplacement à Skopje le 7 octobre, le Premier ministre serbe, Miloš Vučević, a signé avec le Premier ministre, M. Hristijan Mickoski, [un mémorandum de coopération relatif à la construction d'un corridor gazier](#) entre les deux pays, de 70 kilomètres de long et d'une capacité annuelle de 1,2 Mds mètres cubiques. Ce corridor permettrait à la Serbie d'être *in fine* reliée au terminal d'Alexandroupolis en Grèce, lui ouvrant un accès aux marchés européen et international.

Monténégro

Le déficit commercial à 13,7 % du PIB entre janvier et août 2024

Selon [l'Institut national des statistiques](#) (MONSTAT), le déficit commercial s'élève à 13,7 % du PIB sur les 8 premiers mois de 2024 atteignant 2,37 Mds EUR. Les échanges de biens entre janvier et août 2024 s'élevaient à 3,1 Mds EUR, représentant une hausse de 3,1 % en g.a. Les importations ont progressé de 7,4 % en g.a. (2,7 Mds EUR), à l'inverse des exportations qui se sont contractées de 19,4 % en g.a. (383,1 MEUR). Les principaux partenaires commerciaux demeurent les pays de l'ALECE, notamment la Serbie (29,5 % des exportations et 17,2 % des importations) et la Bosnie-Herzégovine (25 % des exportations et 19,25 % des importations). Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 14,2 %, contre 18,9 % sur la même période de 2023.

Serbie

Adoption d'une loi de finance rectificative pour l'année 2024

Le gouvernement serbe a adopté le [30 septembre](#) un budget rectificatif présentant une réévaluation du déficit public à 2,9% du PIB, alors qu'il était initialement prévu à 2,2% du PIB (tel qu'observé en 2023). Entre 2021 et 2023, le déficit public avait été ramené de 4,5% à 2,2% du PIB (il avait atteint 8,3% en 2020). L'augmentation prévue du déficit public s'explique par une hausse marquée des dépenses publiques (+9%, de 19,1 à 20,8 Mds EUR), tirée par les investissements (infrastructures en lien avec EXPO 2027, dépenses du ministère de la Défense) et les dépenses sociales, qui n'est pas compensée par celle des recettes (+6,5%, de 17,4 Mds EUR à 18,6 Mds EUR). Le déficit public, initialement estimé à 1,68 Mds EUR, devrait s'élever à 2,25 Mds EUR d'ici la fin de l'année.

Accord technique avec le FMI pour un nouvel instrument de coordination de politique économique

Le FMI a effectué le [15 octobre](#) la 4^{ème} et dernière revue de l'accord de confirmation signé en décembre 2022 et a annoncé avoir trouvé un accord technique avec les autorités serbes concernant un instrument de coordination de la politique économique de 36 mois (non assorti de financement), dont l'approbation formelle devrait être soumise au Conseil d'administration en décembre. Dans sa revue, le FMI note une forte accumulation de réserves de change, le retour de l'inflation dans la fourchette projetée par la Banque centrale et prévoit une croissance de 4,25% à moyen-terme.

Amélioration de la notation souveraine à « BBB- » avec perspective stable

L'agence de notation Standard & Poor's (S&P) a annoncé le 4 octobre la réévaluation de la [notation souveraine de la Serbie](#) de « BB+ » à « BBB- » avec une perspective stable. L'agence motive notamment sa décision par : (i) la croissance économique révisée à la hausse (de 3,3 % à 3,9 % en 2024) ; (ii) un niveau de réserves en devises satisfaisant (28,2 Mds EUR fin août) et (iii) une gestion prudente de la dette

publique (48,5 % du PIB). Néanmoins, l'agence américaine demeure attentive à la proportion croissante de la dette publique serbe libellée en devises et à la trajectoire de déficit budgétaire.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional des Balkans occidentaux

Rédaction : Pierre GRANDJOUAN, Davina EL-BAZE, Branka MARKOVIC, Alexandre MARTINEZ, Fabrice PAYA, Leopold LUCQUET

[Abonnez-vous](#)